



## DEMANDE INTERNATIONALE PUBLIÉE EN VERTU DU TRAITE DE COOPERATION EN MATIÈRE DE BREVETS (PCT)

<b>(51) Classification internationale des brevets <sup>6</sup> :</b> <b>G06F 1/00, 12/14</b>	<b>A1</b>	<b>(11) Numéro de publication internationale: WO 99/39257</b> <b>(43) Date de publication internationale: 5 août 1999 (05.08.99)</b>
<b>(21) Numéro de la demande internationale:</b> PCT/FR99/00096 <b>(22) Date de dépôt international:</b> 20 janvier 1999 (20.01.99) <b>(30) Données relatives à la priorité:</b> 98/01008 29 janvier 1998 (29.01.98) FR <b>(71) Déposant (pour tous les Etats désignés sauf US):</b> GEM-PLUS S.C.A. [FR/FR]; Avenue du Pic de Bertagne, Parc d'Activités de Gémenos, F-13881 Gémenos Cedex (FR). <b>(72) Inventeurs; et</b> <b>(75) Inventeurs/Déposants (US seulement):</b> COULIER, Charles [FR/FR]; 19, avenue Frédéric Mistral, Le Cannet, F-13360 Roquevaire (FR). BRUN, Philippe [FR/FR]; 14, allée du Ribas, Lotissement des Séveriers, F-13600 La Ciotat (FR). <b>(74) Mandataire:</b> NONNENMACHER, Bernard; Gemplus S.C.A., Avenue du Pic de Bertagne, Parc d'Activités de Gémenos, F-13881 Gémenos Cedex (FR).		<b>(81) Etats désignés:</b> AL, AU, BA, BB, BG, BR, CA, CN, CU, CZ, EE, GE, HU, ID, IL, IN, IS, JP, KP, KR, LC, LK, LR, LT, LV, MG, MK, MN, MX, NZ, PL, RO, SG, SI, SK, SL, TR, TT, UA, US, UZ, VN, YU, brevet ARIPO (GH, GM, KE, LS, MW, SD, SZ, UG, ZW), brevet eurasien (AM, AZ, BY, KG, KZ, MD, RU, TJ, TM), brevet européen (AT, BE, CH, CY, DE, DK, ES, FI, FR, GB, GR, IE, IT, LU, MC, NL, PT, SE), brevet OAPI (BF, BJ, CF, CG, CI, CM, GA, GN, GW, ML, MR, NE, SN, TD, TG).  <b>Publiée</b> <i>Avec rapport de recherche internationale.</i>
<b>(54) Title: SYSTEM AND METHOD FOR MANAGING COMPUTER APPLICATIONS SECURITY</b> <b>(54) Titre: SYSTEME ET PROCEDE DE GESTION DE SECURITE D'APPLICATIONS INFORMATIQUES</b> <b>(57) Abstract</b> <p>The invention concerns a system for managing computer applications security, characterised in that: The computer applications are recorded in directory files (Rep1, Rep2, Rep31, Rep32, Rep41, Rep42, Rep51, Rep52) organised in a tree-like structure with n levels, level 1 directory (Rep1) being the highest level; a number r of security registers (R) being attributed each to one single directory and each security register (R) containing the set of rights or secrets S1 to Sp which have been assigned under one directory.</p> <b>(57) Abrégé</b> <p>Système de gestion de la sécurité d'applications informatiques, caractérisé en ce que: les applications informatiques sont enregistrées dans des fichiers de répertoires (Rep1, Rep2, Rep31, Rep32, Rep41, Rep42, Rep51, Rep52) organisés suivant une arborescence à n niveaux, le répertoire de niveau 1 (Rep1) étant de niveau le plus élevé, et un nombre r de registres de sécurité (R) pouvant être affectés chacun à un seul répertoire et chaque registre de sécurité (R) contenant l'ensemble des droits ou secrets S1 à Sp qui ont été octroyés sous un répertoire.</p>		

BEST AVAILABLE COPY

# **UNIQUEMENT A TITRE D'INFORMATION**

Codes utilisés pour identifier les Etats parties au PCT, sur les pages de couverture des brochures publiant des demandes internationales en vertu du PCT.

AL	Albanie	ES	Espagne	LS	Lesotho	SI	Slovénie
AM	Arménie	FI	Finlande	LT	Lituanie	SK	Slovaquie
AT	Autriche	FR	France	LU	Luxembourg	SN	Sénégal
AU	Australie	GA	Gabon	LV	Lettonie	SZ	Swaziland
AZ	Azerbaïdjan	GB	Royaume-Uni	MC	Monaco	TD	Tchad
BA	Bosnie-Herzégovine	GE	Géorgie	MD	République de Moldova	TG	Togo
BB	Barbade	GH	Ghana	MG	Madagascar	TJ	Tadjikistan
BE	Belgique	GN	Guinée	MK	Ex-République yougoslave de Macédoine	TM	Turkménistan
BF	Burkina Faso	GR	Grèce	ML	Mali	TR	Turquie
BG	Bulgarie	HU	Hongrie	MN	Mongolie	TT	Trinité-et-Tobago
BJ	Bénin	IE	Irlande	MR	Mauritanie	UA	Ukraine
BR	Brésil	IL	Israël	MW	Malawi	UG	Ouganda
BY	Bélarus	IS	Islande	MX	Mexique	US	Etats-Unis d'Amérique
CA	Canada	IT	Italie	NE	Niger	UZ	Ouzbékistan
CF	République centrafricaine	JP	Japon	NL	Pays-Bas	VN	Viet Nam
CG	Congo	KE	Kenya	NO	Norvège	YU	Yougoslavie
CH	Suisse	KG	Kirghizistan	NZ	Nouvelle-Zélande	ZW	Zimbabwe
CI	Côte d'Ivoire	KP	République populaire démocratique de Corée	PL	Pologne		
CM	Cameroun	KR	République de Corée	PT	Portugal		
CN	Chine	KZ	Kazakhstan	RO	Roumanie		
CU	Cuba	LC	Sainte-Lucie	RU	Fédération de Russie		
CZ	République tchèque	LI	Liechtenstein	SD	Soudan		
DE	Allemagne	LK	Sri Lanka	SE	Suède		
DK	Danemark	LR	Libéria	SG	Singapour		
EE	Estonie						

**SYSTEME ET PROCEDE DE GESTION DE SECURITE  
D'APPLICATIONS INFORMATIQUES**

L'invention concerne les systèmes informatiques et, plus particulièrement dans de tels systèmes, un système et procédé pour gérer les conditions d'accès aux différentes applications qui sont susceptibles d'être  
5 mises en oeuvre par ces systèmes informatiques. L'invention est préférentiellement, mais non limitativement, destinée à être mise en oeuvre dans les microprocesseurs des cartes à puce quel que soit le domaine d'utilisation: santé, banque, transport,  
10 téléphone mobile etc ...

Les procédés connus de gestion de sécurité présentent les principaux inconvénients suivants:

- le premier inconvénient est une obligation de présenter une hiérarchie pour sélectionner une  
15 application, c'est-à-dire qu'il faut passer par une chemin de sélection imposé en commençant par l'application "grand-mère", puis l'application "mère" pour arriver à l'application "fille", c'est-à-dire un chemin de sélection analogue à celui pour sélectionner  
20 un fichier dans un répertoire d'un disque dur ; en outre, il n'y a rien de prévu au sujet de la sécurité.

Il n'existe donc pas de relation entre le niveau de la sélection et celui de la sécurité.

- Le second inconvénient est de limiter le nombre  
25 de niveaux de sécurité ou le nombre d'applications. En effet, à chaque application est dédié un registre de sécurité qui mémorise les droits acquis par cette application par la connaissance de secrets. Pour rajouter n niveaux, c'est-à-dire disposer d'une série  
30 multi-applicative, il faut associer, par exemple, un registre de sécurité à chaque application, ce qui

conduit à utiliser une partie importante de la mémoire rapide où sont stockés les registres de sécurité. Comme la capacité de cette mémoire rapide est limitée, il n'est pas souhaitable d'y stocker de nombreux registres de sécurité. C'est ainsi que dans certains systèmes, le nombre de niveaux hiérarchiques ou le nombre d'applications a été limité à trois, soit trois registres de sécurité.

- Le troisième inconvénient est d'empêcher "l'émancipation" simple des applications, c'est-à-dire rendre une application "fille" indépendante de son application "mère". En effet, lors d'une création d'une nouvelle application, il est indispensable d'utiliser les droits et secrets de l'application "mère" qui sont les seuls disponibles et ce jusqu'à la création des secrets propres à l'application "fille".

Le but de la présente invention est de mettre en oeuvre un procédé de gestion de sécurité d'applications informatiques qui ne présente pas les inconvénients exposés ci-dessus et qui permet donc:

- de ne pas être limité en nombre de niveaux hiérarchiques ou nombre d'applications, et

- de rendre une application "fille" indépendante de l'application "mère" sans passer par cette dernière du point de vue de la sécurité.

L'invention concerne donc un système de gestion de la sécurité d'applications informatiques, caractérisé en ce que:

- les applications informatiques sont enregistrées dans des fichiers répertoires organisés suivant une arborescence à n niveaux, le répertoire de niveau 1 étant de niveau le plus élevé, et

- un nombre r de registres de sécurité pouvant être affectés chacun à un seul répertoire et chaque registre

de sécurité contenant l'ensemble des droits ou secrets S1 à Sp qui ont été octroyés sous un répertoire.

L'invention concerne également un procédé de gestion de la sécurité d'applications informatiques dans le système de gestion décrit ci-dessus, caractérisé en ce qu'il comprend les étapes suivantes consistant à:

(a) mémoriser dans des registres de sécurité les droits octroyés sous un répertoire selon des règles déterminées,

(b) rechercher dans l'arborescence les secrets présentés, et

(c) vérifier la connaissance équivalente à un (ou des) droits au niveau de l'application informatique pour satisfaire les conditions d'accès.

D'autres caractéristiques et avantages de la présente invention apparaîtront à la lecture de la description suivante d'exemples particuliers de réalisation, ladite description étant faite en relation avec les dossiers joints dans lesquels:

- la figure 1 est un exemple de structure arborescente des répertoires;

- les figures 2.1 à 2.14 illustrent des exemples d'application des trois règles d'attribution ou de désaffectation d'un registre de sécurité à un répertoire;

- les figures 3.1a à 3.6a et 3.1b à 3.6b illustrent des exemples d'application de la règle de présentation d'un secret; et

- les figures 4.1 à 4.6 illustrent des exemples d'application de la règle de vérification de l'octroi du droit requis.

L'invention sera décrite dans son application à une carte à puce et, plus précisément, à un microprocesseur utilisé dans une carte à puce. Cependant, elle est

également applicable à tout système informatique où il est nécessaire ou simplement souhaitable que certains services ou fonctions offerts par le système soient accessibles seulement à certains utilisateurs ou  
5 opérateurs.

Dans le cas de cartes à puce, par exemple une carte bancaire ou une carte de téléphone mobile, les services ou fonctions qui sont à la disposition de l'utilisateur peuvent être soumis à autorisation selon le type  
10 d'abonnement souscrit, ces autorisations (ou droits) étant octroyées en prouvant la connaissance de secrets qui permettent l'accès aux fichiers nécessaires à la mise en oeuvre du service ou de la fonction.

Dans la suite de la description, les définitions  
15 suivantes seront adoptées:

- Un fichier est un ensemble de données pouvant être protégées par des conditions d'accès.

- Un répertoire Rep est un ensemble de fichiers et/ou de répertoires selon une organisation  
20 arborescente (figure 1); habituellement un répertoire est dédié uniquement à une application.

- Les conditions d'accès à un fichier ou à un répertoire Rep définissent les critères à remplir, telle que la présentation d'un code secret ou une  
25 authentification externe, pour pouvoir effectuer telle ou telle fonction sur le fichier ou le répertoire;

- Les fichiers et répertoires sont organisés suivant une arborescence à plusieurs niveaux dont le répertoire de plus haut niveau (niveau 1) est appelé  
30 "répertoire racine" ou racine de l'arborescence. Un niveau caractérise les répertoires ayant le même degré hiérarchique. L'utilisation de répertoires permet de structurer les données d'une carte à puce. Sur la figure 1, seuls les répertoires Rep1, Rep2, Rep31,

Rep32, Rep41, Rep42, Rep51 et Rep52 ont été présentés et chacun peut contenir un ou plusieurs fichiers. Le répertoire Rep1 est la racine de l'arborescence comprenant  $n=5$  niveaux de répertoires, les répertoires Rep41 et Rep42 appartenant au niveau  $i=4$ .

- Un registre de sécurité R contient l'ensemble des droits qui ont été octroyés sous un répertoire et un droit est la preuve de la connaissance d'un secret qui est identifié par une référence telle qu'un nom, un numéro, un identificateur. Il y a plusieurs façons de prouver la connaissance d'un secret, par exemple par échange de la valeur du secret entre le terminal et la carte à puce ou par échange de données calculées à l'aide de ce secret: l'opération s'appelle présentation du secret.

D'une manière générale, le fondement de la sécurité sur une carte à puce est de pouvoir subordonner l'utilisation du service ou de la fonction de la carte à puce à la preuve de la connaissance d'un ou plusieurs secrets. Ainsi pour pouvoir utiliser une fonction de la carte, il faut:

- que la carte à puce mémorise préalablement cette preuve de la connaissance du ou des secrets dans un registre de sécurité,
- que le porteur de la carte à puce ou le terminal prouve qu'il a connaissance du (ou des) secret(s) protégeant la fonction,
- que la carte vérifie, lors de l'utilisation de la fonction, que le (ou les) secret(s) est (sont) bien connu(s) .

L'invention réside dans les étapes du procédé consistant à:

(a) mémoriser dans la carte à puce la connaissance du (ou de(s)) secret(s) c'est-à-dire les droits

octroyés, selon des règles d'attribution et de désaffectation d'un registre de sécurité à un répertoire,

(b) rechercher dans l'arborescence le (ou les) secret(s) présenté(s),

- 5 (c) vérifier la connaissance du (ou des) secret(s) pour remplir les conditions d'accès.

Pour mémoriser la connaissance d'un secret dans une carte à puce (étape (a)), il est nécessaire de présenter correctement le secret, ce qui revient à  
10 prouver que l'extérieur, par exemple un terminal ou un porteur de carte, a la connaissance dudit secret, cette connaissance lui conférant un droit d'utilisation de fonctions ou de services offerts par la carte. C'est le droit qui est mémorisé dans un registre de sécurité à  
15 raison d'un registre par application.

Un registre de sécurité R comprend un nombre p de chiffres ou positions, chaque position étant affectée à la connaissance d'un secret correspondant à un droit octroyé. Un registre à p=8 positions pourra enregistrer  
20 la connaissance de huit secrets S1 à S8 qui correspondront à huit droits octroyés.

Le nombre r de registres de sécurité R peut être quelconque et l'exemple qui sera décrit en comportera r=3. Les registres de sécurité ne sont pas dédiés à un  
25 niveau ou à un répertoire donné comme dans l'art antérieur et le lien entre un répertoire et un registre de sécurité est dynamique, c'est-à-dire que ce lien peut être créé ou rompu conformément aux règles du procédé selon l'invention.

30 Pour mémoriser un droit dans un répertoire, il faut d'abord attribuer ou désaffecter un registre de sécurité à un répertoire selon les trois règles RG1 à RG3 suivantes:

Règle RG1:



Un registre est attribué au répertoire courant dès lors qu'un droit est octroyé sous ce répertoire, par exemple un code secret ou une authentification. Si un droit a déjà été octroyé sous ce répertoire, le  
5 registre dédié à celui-ci est mis à jour.

Règle RG2:

La sélection d'un nouveau répertoire entraîne la perte du lien reliant l'ancien répertoire courant à son registre de sécurité sauf si le répertoire sélectionné  
10 est "fils" de l'ancien répertoire courant.

Règle RG3:

Si le nombre  $r$  de registres de sécurité est saturé, c'est-à-dire que les  $r=3$  de l'exemple décrit sont utilisés, le registre le plus anciennement affecté,  
15 c'est-à-dire le niveau le plus haut dans l'arborescence, est attribué au nouveau répertoire courant conformément à la règle RG1.

Il est à remarquer que l'application de la règle RG2 rend impossible l'attribution de deux registres de  
20 sécurité à un même niveau, de sorte que l'attribution d'un registre de sécurité à un répertoire peut être matérialisée par un niveau hiérarchique  $N_i$  affecté au registre de sécurité concerné,  $i$  variant de 1 à  $n$ .

Les figures 2.1 à 2.14 illustrent des applications  
25 des règles RG1, RG2 et RG3. Sur ces figures et les autres, un cercle noir désigne un répertoire, un cercle gris désigne un répertoire sélectionné et un cercle blanc désigne un répertoire sélectionné avec un droit levé.

30 La figure 2.1 illustre l'absence de sélection d'un répertoire tandis que les figures 2.2 et 2.3 illustrent respectivement la sélection des répertoires Rep1 et Rep2.

Ainsi, l'application de la règle RG1 est illustrée dans les figures 2.4, 2.6, 2.8, 2.10, 2.12 et 2.14. La figure 2.4 illustre la présentation d'un secret sous le répertoire Rep2 de niveau N2. La figure 2.6 illustre la  
5 présentation d'un secret sous le répertoire Rep31 de niveau N3. La figure 2.8 illustre la présentation d'un droit sous le répertoire Rep41 de niveau N4. La figure 2.10 illustre la présentation d'un droit sous le répertoire Rep51 de niveau N5. La figure 2.12 illustre  
10 la présentation d'un droit sous le répertoire Rep41. La figure 2.14 illustre la présentation d'un droit sous le répertoire Rep42.

L'application de la règle RG2 est illustrée par les figures 2.5, 2.7 et 2.9 en ce qui concerne le maintien  
15 du lien entre un registre de sécurité et son répertoire lors de la sélection d'un nouveau répertoire "fils" de celui-ci.

Les figures 2.5, 2.7 et 2.9 illustrent respectivement la sélection du répertoire Rep31, Rep41  
20 ou Rep51.

L'application de la règle RG2 est illustrée par les figures 2.11 et 2.13 en ce qui concerne la rupture du lien entre un registre de sécurité et son répertoire. Ainsi, la figure 2.11 illustre la sélection du  
25 répertoire Rep41 tandis que la figure 2.13 illustre la sélection du répertoire Rep42.

L'application de la règle RG3 est illustrée par la figure 2.10 dans laquelle le registre le plus anciennement affecté R1 est attribué au nouveau  
30 répertoire sélectionné Rep51.

L'étape (a) consistant à mémoriser les droits attachés à la connaissance des secrets étant réalisée, l'étape (b) consistant à rechercher dans l'arborescence

le secret présenté par le porteur de la carte à puce ou par le terminal peut être mise en oeuvre.

Un secret présenté au niveau d'une application confère un droit d'utilisation au niveau de cette même application. Ainsi, la présentation réussie d'un secret au sein d'une application de niveau hiérarchique Ni met à jour le registre de sécurité dédié à ce niveau hiérarchique, conformément à la règle RG1, même si le secret présenté est physiquement situé dans un niveau hiérarchique supérieur.

La règle de présentation d'un secret est la suivante:

Règle RG4:

La présentation d'un secret de référence S revient à vérifier que le porteur de la carte à puce ou le terminal connaît la valeur du premier secret de référence S trouvé en parcourant l'axe hiérarchique de l'application courante vers le répertoire racine.

La présentation du secret de référence S au niveau de l'application courante située au niveau hiérarchique Ni est réalisée par les étapes intermédiaires suivantes consistant à:

(b1) rechercher un secret de référence S dans le répertoire courant, c'est-à-dire au niveau Ni, à l'aide du système de gestion de sécurité et vérifier l'existence de ce secret au sein de l'application;

(b2) si ce secret existe, vérifier que la présentation du secret est réussie, par exemple valeur pour un code secret, cryptogramme pour une clé, etc ...,

Si la présentation est réussie, le droit associé au secret de référence S est octroyé au niveau de l'application courante de niveau Ni.

Si la présentation a échoué, le droit associé au secret de référence S n'est pas octroyé et la tentative de présentation est terminée.

5 (b3) Si le secret de référence S n'existe pas au sein de l'application courante de niveau Ni, rechercher si un secret de même référence existe au sein de l'application parente de niveau N(i-1) de l'application courante.

10 (b4) Si le secret existe au niveau de l'application parente de niveau N(i-1), vérifier que la présentation est réussie.

Si la présentation est réussie, le droit associé au secret de référence S est octroyé au niveau de l'application courante de niveau Ni.

15 Si la présentation a échoué, le droit associé au secret de référence S n'est pas octroyé et la tentative de présentation est terminée.

20 (b5) Si le secret de référence S n'existe pas au sein de l'application parente de niveau N(i-1), rechercher le secret de référence S au niveau N(i-2) suivant l'axe hiérarchique, et ainsi de suite tant que l'existence d'un secret de référence S n'a pas été découverte.

25 (b6) Si le secret de référence S n'a pas été trouvé, la tentative de présentation est terminée.

Plusieurs exemples d'application de la règle RG4 sont illustrés sur les figures 3.1a à 3.6a et 3.1b à 3.6b. Les figures 3.1a et 3.1b, 3.2a et 3.2b, 3.3a et 3.3b correspondent à des exemples où le droit est octroyé tandis que les figures 3.4a et 3.4b, 3.5a et 3.5b, 3.6a et 3.6b correspondent à des exemples où le droit n'est pas octroyé.

30 Sur la figure 3.1a, le secret S3 existe en local sous le répertoire Rep41 et aucun registre n'est

attribué au répertoire Rep41. Sur la figure 3.1b, la connaissance du secret S3 est prouvée ; un registre R3 est affecté au répertoire Rep41 de niveau N4 et le droit est octroyé.

5 Sur la figure 3.2a, le secret S3 existe en local sous le répertoire Rep41 et un registre R3 est déjà attribué au répertoire Rep41. La connaissance du secret S3 est donc prouvée et le registre de sécurité R3 affecté au répertoire Rep41 est mis à jour (S3) de  
10 sorte que le droit est octroyé (figure 3.2b).

Sur la figure 3.3a, le secret S2 n'existe pas en local sous le répertoire Rep41 ; un registre R3 est déjà attribué au répertoire Rep41 et un secret S2 existe à la fois sous les répertoires Rep2, Rep1, Rep42  
15 et Rep51. La connaissance du secret S2 est donc prouvée et le registre de sécurité affecté au répertoire Rep41 est mis à jour de sorte que le droit est octroyé (figure 3.3b).

Sur la figure 3.4a, le secret S2 n'existe pas en local sous le répertoire Rep41 ; un registre R3 est déjà attribué au répertoire Rep41 et un secret S2 existe à la fois sous les répertoires Rep2, Rep1, Rep42  
20 et Rep51. La connaissance du secret S2 n'est donc pas prouvée de sorte que le registre de sécurité R3 affecté au répertoire Rep41 n'est pas mis à jour et que le  
25 droit n'est pas octroyé (figure 3.4b).

Sur la figure 3.5a, le secret S2 n'existe pas en local sous le répertoire Rep41 ; un registre R3 est déjà attribué au répertoire Rep41 et un secret S2  
30 existe à la fois sous les répertoires Rep2, Rep1, Rep42 et Rep51. La connaissance du secret S2 n'est donc pas prouvée de sorte que le registre de sécurité R3 affecté au répertoire Rep41 n'est pas mis à jour et le droit n'est pas octroyé (figure 3.5b).

Sur la figure 3.6a, le secret S2 n'existe pas en local sous le répertoire Rep41 ; un registre R3 est déjà attribué au répertoire Rep41 et un secret S2 existe à la fois sous les répertoires Rep2, Rep1, Rep42 et Rep51. La connaissance du secret S2 n'est pas prouvée de sorte que le registre de sécurité R3 affecté au répertoire Rep41 n'est pas mis à jour et le droit n'est pas octroyé (figure 3.6b).

L'étape (c) consiste à vérifier que la connaissance du (ou des) secret(s) pour remplir les conditions d'accès, c'est-à-dire vérifier que le secret protégeant l'utilisation d'une fonction et d'un service de la carte à puce est bien connu du monde extérieur, c'est-à-dire que le droit requis a bien été octroyé.

A cet effet, l'invention met en oeuvre une cinquième règle RG5 qui s'énonce de la manière suivante:

Règle RG5:

Une fonction, nécessitant la connaissance d'un secret S, est autorisée si et seulement si, en parcourant l'arborescence suivant l'axe hiérarchique de l'application courante vers l'application racine, le premier secret S rencontré est connu, c'est-à-dire correctement présenté, par au moins l'une des applications appartenant à la section arborescente ayant pour bornes l'application courante et l'application contenant le secret S, ces applications pouvant être confondues si le secret S existe dans l'application courante.

Pour réaliser l'étape (c), le système de gestion doit effectuer les étapes suivantes consistant à:

(c1) vérifier qu'un registre de sécurité est associé à l'application courante du niveau Ni;

(c2) autoriser la fonction si le registre de sécurité contient le droit requis et terminer la vérification;

(c3) rechercher l'existence du secret de référence  
5 S au sein de l'application courante de niveau  $N_i$  si aucun registre de sécurité n'est associé à l'application courante ou si le registre associé ne contient pas le droit requis;

(c4) refuser la fonction et terminer la  
10 vérification si le secret existe au sein de l'application courante;

(c5) vérifier qu'un registre de sécurité est associé à l'application parente de niveau  $N(i-1)$  de l'application courante si le secret de référence S  
15 n'existe pas au sein de l'application courante de niveau  $N_i$ ;

(c6) autoriser la fonction et terminer la vérification si le registre de sécurité associé à l'application parente contient le droit requis pour  
20 utiliser la fonction;

(c7) rechercher l'existence du secret de référence S au sein de l'application parente de niveau  $N(i-1)$  de l'application courante si aucun registre de sécurité n'est associé à l'application parente ou si le registre  
25 de sécurité associé ne contient pas le droit requis;

(c8) refuser la fonction et terminer la vérification si le secret de référence S existe au sein de l'application parente de niveau  $N(i-1)$ ;

(c9) vérifier qu'un registre de sécurité est  
30 associé à l'application grand-parente de niveau  $N(i-2)$  de l'application courante suivant l'axe hiérarchique de l'application courante vers l'application racine, si le secret de référence S n'existe pas au sein de l'application parente de niveau  $N(i-1)$ ,

et ainsi de suite tant que l'existence du secret de référence S n'a pas été découvert;

(c10) refuser la fonction et terminer la vérification si le secret n'a pas été découvert.

5 Les figures 4.1 et 4.2 illustrent deux exemples de fonction autorisée tandis que les figures 4.3, 4.4, 4.5 et 4.6 illustrent quatre exemples de fonction refusée.

10 Sur la figure 4.1, la fonction est acceptée car le secret S3 existe en local, et que celui-ci est connu sous le répertoire Rep41.

Sur la figure 4.2, la fonction est acceptée car le secret S1 n'existe pas en local mais que celui-ci est connu sous le répertoire Rep2.

15 Sur la figure 4.3, la fonction est rejetée car le secret S3 existe en local sous le répertoire Rep41 et qu'aucun droit n'a été octroyé sous ce répertoire.

20 Sur la figure 4.4, la fonction est rejetée car le secret S3 existe en local sous le répertoire Rep 41 et que, bien qu'un registre de sécurité R3 soit affecté au répertoire Rep41, la connaissance du secret S3 n'a pas été prouvée.

25 Sur la figure 4.5, la fonction est rejetée car le secret S2, qui n'existe pas en local sous le répertoire Rep41, ni dans le répertoire Rep31, existe sous le répertoire Rep2 et qu'aucun registre de sécurité n'est affecté au répertoire Rep2. Il est à remarquer que la fonction est rejetée bien qu'un secret S2 soit connu sous le répertoire Rep1.

30 Sur la figure 4.6, la fonction est rejetée car le secret S1 n'a pas été trouvé en parcourant l'axe hiérarchique du répertoire Rep41 vers le répertoire Rep1 et ce, bien qu'un secret S1 existe sous les répertoires Rep51 et Rep32.



## REVENDEICATIONS

1. Système de gestion de la sécurité d'applications informatiques, caractérisé en ce que:

- les applications informatiques sont enregistrées dans des fichiers de répertoires (Rep1, Rep2, Rep31, Rep32, Rep41, Rep 42, Rep51, Rep52) organisés suivant une arborescence à n niveaux, le répertoire de niveau 1 (Rep1) étant de niveau le plus élevé, et
- un nombre r de registres de sécurité (R) pouvant être affectés chacun à un seul répertoire et chaque registre de sécurité (R) contenant l'ensemble des droits ou secrets S1 à Sp qui ont été octroyés sous un répertoire.

2. Procédé de gestion de la sécurité d'applications informatiques dans un système selon la revendication 1, caractérisé en ce qu'il comprend les étapes suivantes consistant à:

- (a) mémoriser dans des registres de sécurité (R) les droits octroyés (S1 à Sp) sous un répertoire (Rep) selon des règles déterminées (RG1, RG2, RG3),
- (b) rechercher dans l'arborescence le secret présenté, et
- (c) vérifier la connaissance du (ou des) droits au niveau de l'application informatique.

3. Procédé selon la revendication 2, caractérisé en ce que les règles de mémorisation de l'étape (a) sont les suivantes:

- (RG1): attribution d'un registre de sécurité (R) au répertoire courant dès l'octroi d'un

droit sous ce répertoire ou mise à jour  
dudit registre de sécurité si un droit a  
déjà été octroyé sous ce répertoire,

5 (RG2) perte du lien reliant l'ancien répertoire  
courant à son registre de sécurité lors de  
la sélection d'un nouveau répertoire sauf  
si le répertoire sélectionné est le fils de  
l'ancien répertoire courant;

10 (RG3) attribution du registre de sécurité le plus  
anciennement attribué au nouveau répertoire  
courant si les registres de sécurité sont  
tous attribués.

4. Procédé selon la revendication 2 ou 3,  
caractérisé en ce que l'étape (b) consiste à appliquer  
15 la règle suivante consistant à:

(RG4) vérifier que le secret présenté (S) est  
connu dans le répertoire courant (Ni) ou  
dans un répertoire de niveau supérieur.

5. Procédé selon la revendication 2, 3 ou 4,  
20 caractérisé en ce que l'étape (b) comprend les étapes  
intermédiaires suivantes consistant à:

(b1) rechercher un secret dans le répertoire  
courant de niveau (Ni) et vérifier  
l'existence du secret (S) au sein de  
25 l'application,

(b2) si ce secret (S) existe, vérifier que la  
présentation du secret est réussie;  
= si la présentation est réussie, le droit  
associé au secret (S) est octroyé au niveau  
30 (Ni) de l'application courante;

= si la présentation a échoué, le droit associé au secret (S) n'est pas octroyé et la tentative de présentation est terminée;

(b3) si ce secret (S) n'existe pas dans l'application courante de niveau (Ni), rechercher si ce secret (S) existe au sein de l'application parente de niveau N(i-1).

(b4) Si ce secret (S) existe dans l'application parente de niveau B(i-1), vérifier que la présentation est réussie:

= si la présentation est réussie, le droit associé au secret (S) est octroyé dans l'application courante de niveau (Ni),

= si la présentation a échoué, le droit associé au secret (S) n'est pas octroyé et la tentative de présentation est terminée;

(b5) si le secret n'existe pas au sein de l'application parente de niveau N(i-1), rechercher l'existence du secret (S) au niveau de l'application de niveau N(i-2) suivant l'axe hiérarchique et vérifier que la présentation est réussie,

et ainsi de suite jusqu'au niveau hiérarchique le plus élevé tant que l'existence du secret (S) n'a pas été découvert;

(b6) Si le secret (S) n'a pas été découvert, la tentative de présentation est terminée.

6. Procédé selon l'une des revendications précédentes 2 à 5, caractérisé en ce que l'étape (c) consiste à appliquer la règle suivante consistant à:

(RG5) Autorisation d'une fonction nécessitant la connaissance d'un secret (S) si et seulement si, en parcourant l'arborescence suivant l'axe hiérarchique de l'application courante vers l'application racine, le premier secret (S) est connu par au moins l'une des applications appartenant à la section arborescente ayant pour bornes l'application courante et l'application contenant le secret (S).

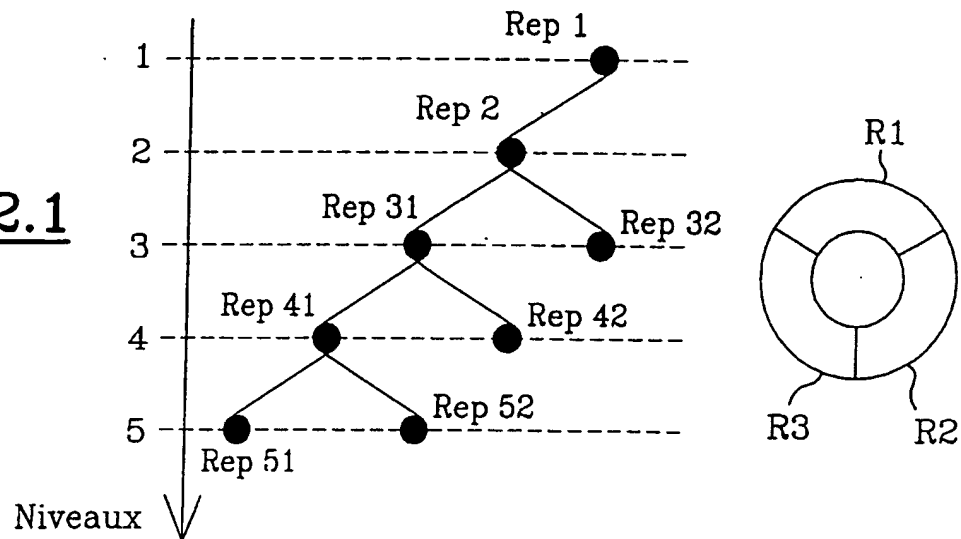
7. Procédé selon l'une des revendications précédentes 1 à 6, caractérisé en ce que l'étape (c) comprend les étapes suivantes consistant à:

- (c1) vérifier qu'un registre de sécurité est associé à l'application courante du niveau  $N_i$ ;
- (c2) autoriser la fonction si le registre de sécurité contient le droit requis et terminer la vérification;
- (c3) rechercher l'existence du secret de référence S au sein de l'application courante de niveau  $N_i$  si aucun registre de sécurité n'est associé à l'application courante ou si le registre associé ne contient pas le droit requis;
- (c4) refuser la fonction et terminer la vérification si le secret existe au sein de l'application courante;
- (c5) vérifier qu'un registre de sécurité est associé à l'application parente de niveau  $N(i-1)$  de l'application courante si le

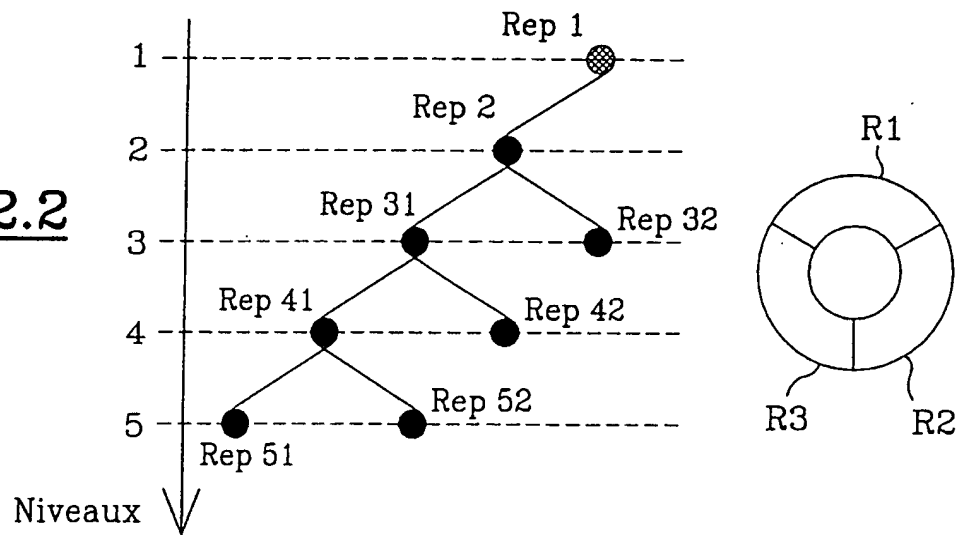
- secret de référence  $S$  n'existe pas au sein de l'application courante de niveau  $N_i$ ;
- 5 (c6) autoriser la fonction et terminer la vérification si le registre de sécurité associé à l'application parente contient le droit requis pour utiliser la fonction;
- 10 (c7) rechercher l'existence du secret de référence  $S$  au sein de l'application parente de niveau  $N(i-1)$  de l'application courante si aucun registre de sécurité n'est associé à l'application parente ou si le registre de sécurité associé ne contient pas le droit requis;
- 15 (c8) refuser la fonction et terminer la vérification si le secret de référence  $S$  existe au sein de l'application parente de niveau  $N(i-1)$ ;
- 20 (c9) vérifier qu'un registre de sécurité est associé à l'application grand-parente de niveau  $N(i-2)$  de l'application courante suivant l'axe hiérarchique de l'application courante vers l'application racine, si le secret de référence  $S$  n'existe pas au sein de l'application parente de niveau  $N(i-1)$ ,
- 25 et ainsi de suite tant que l'existence du secret de référence  $S$  n'a pas été découvert;
- 30 (c10) refuser la fonction et terminer la vérification si le secret n'a pas été découvert.

1/11

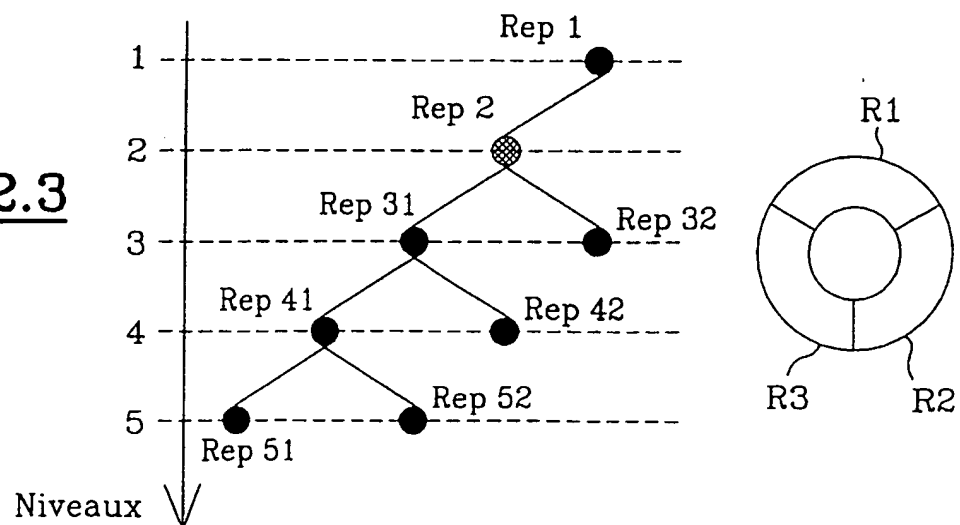
**FIG.2.1**



**FIG.2.2**

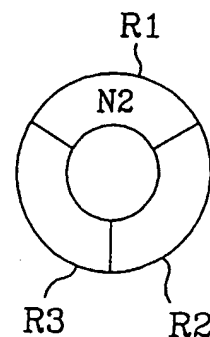
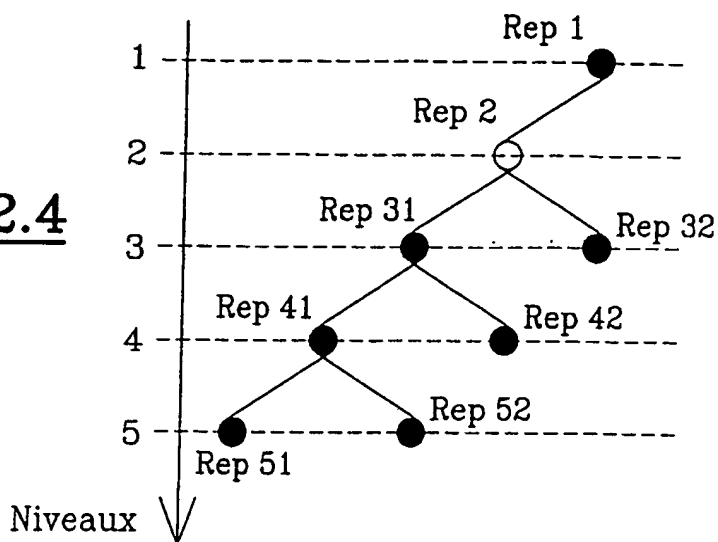


**FIG.2.3**

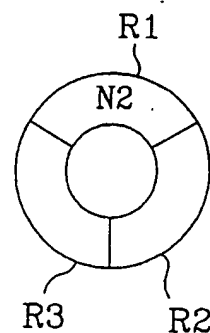
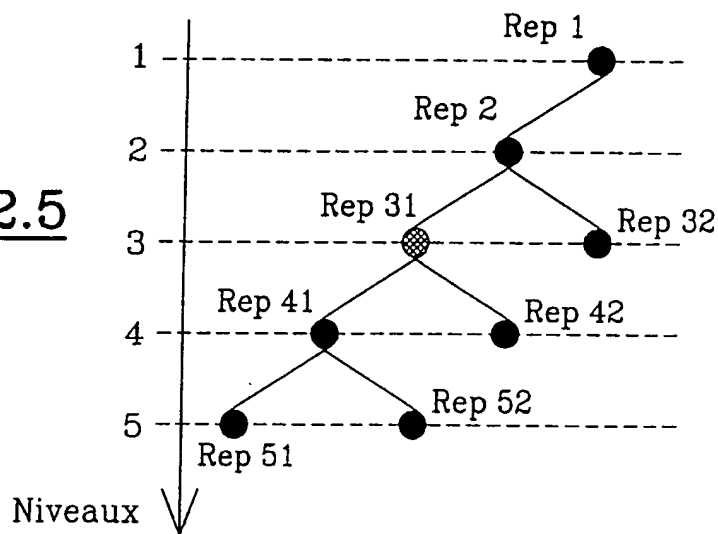


2/11

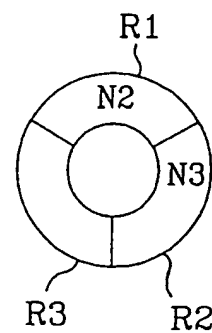
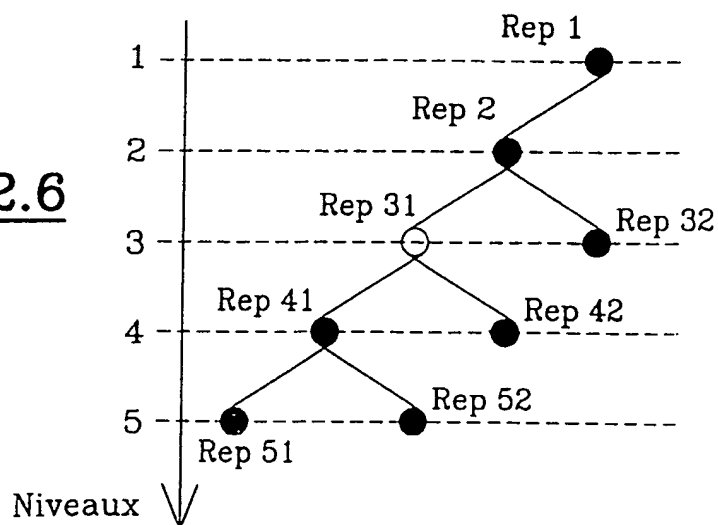
**FIG.2.4**



**FIG.2.5**

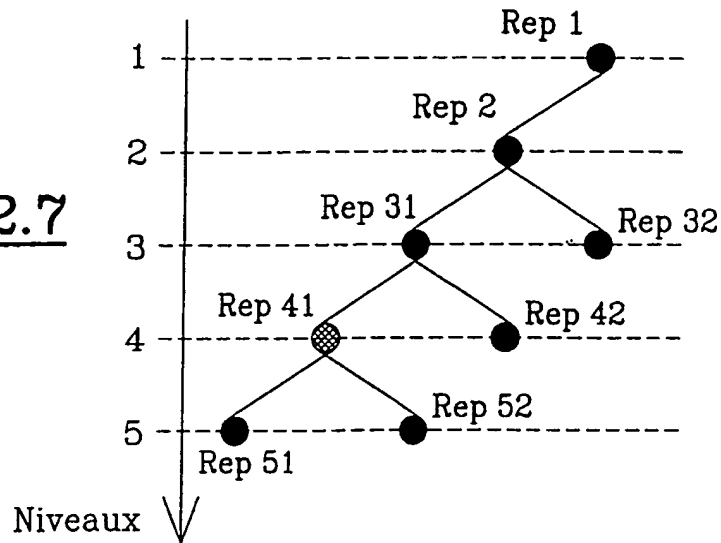


**FIG.2.6**

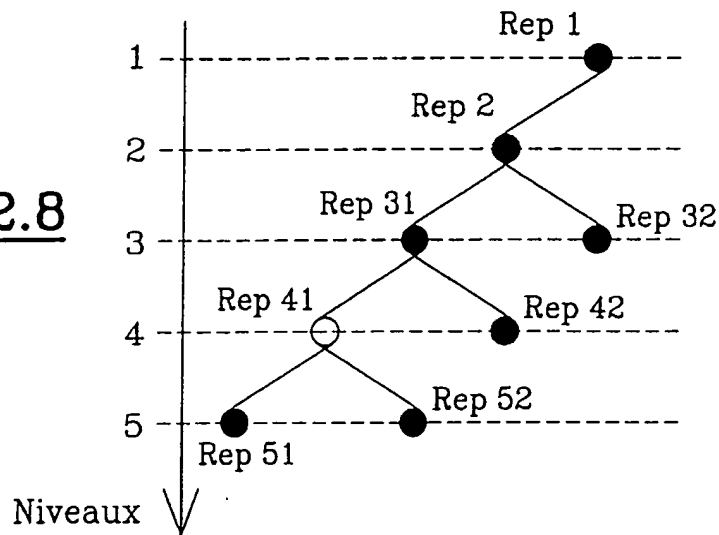


3/11

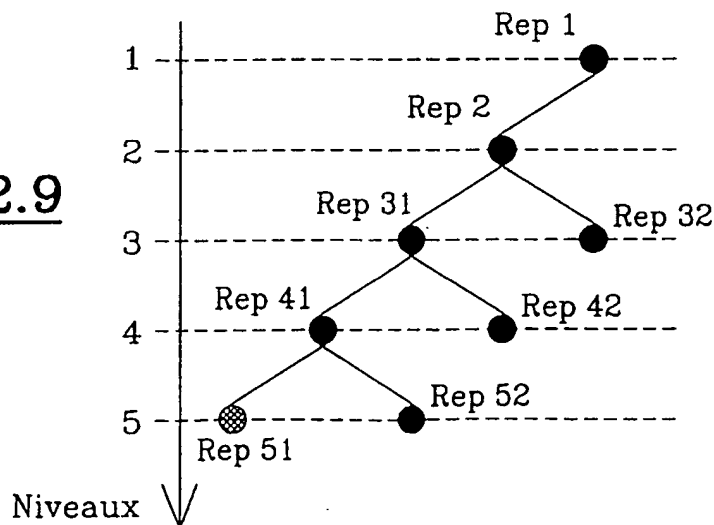
**FIG.2.7**



**FIG.2.8**

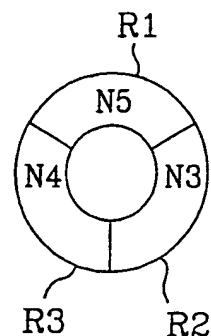
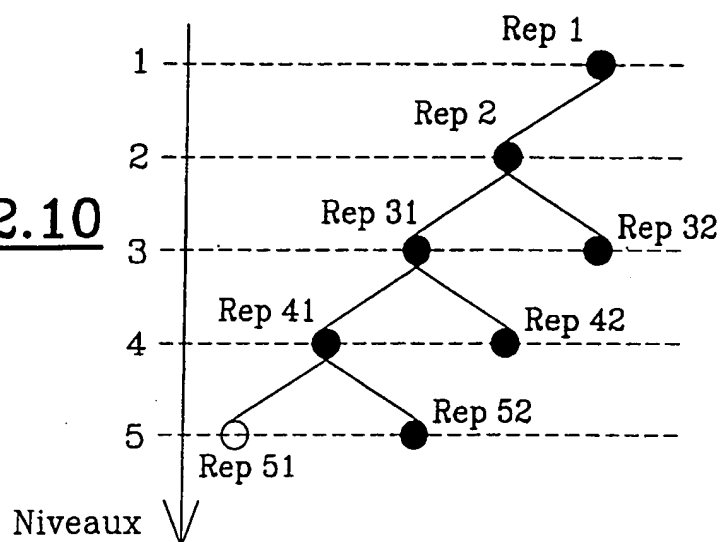
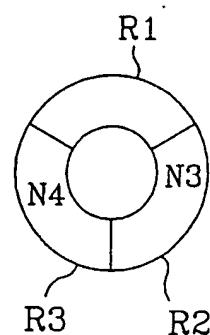
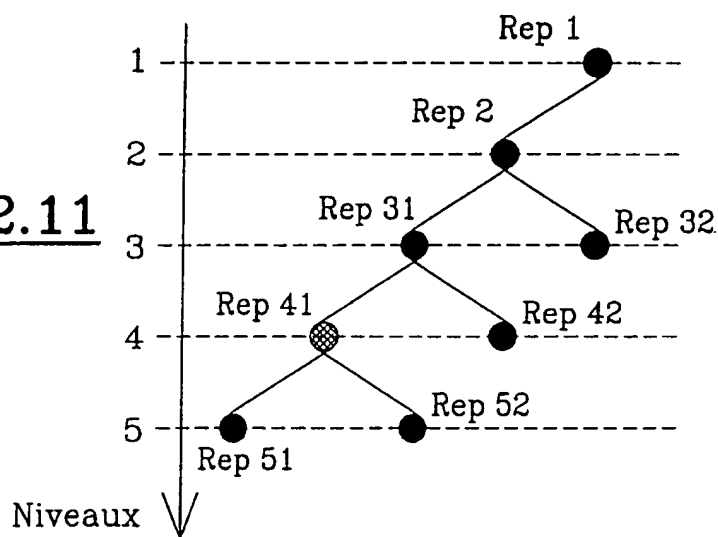
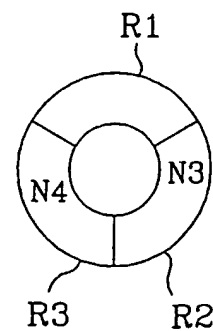
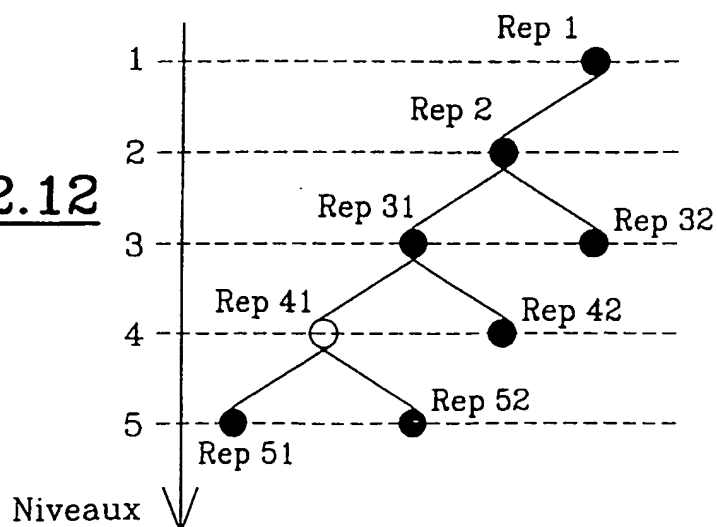


**FIG.2.9**



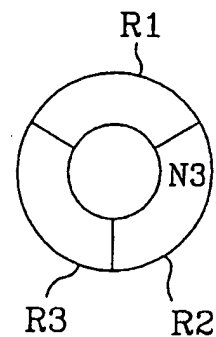
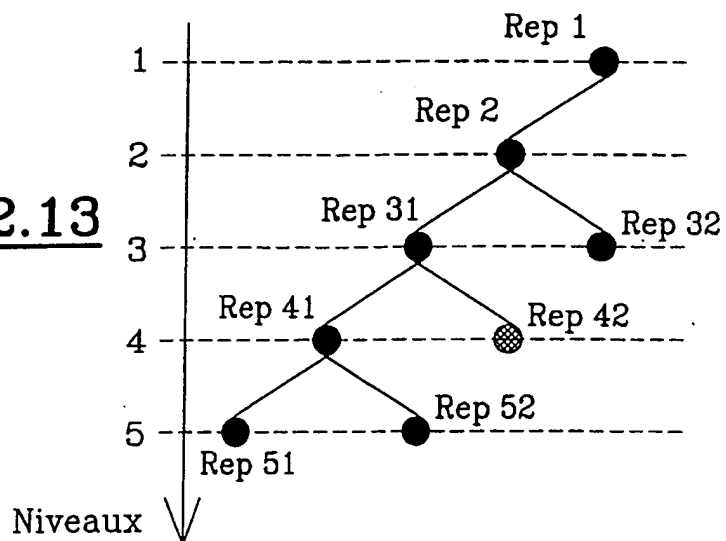


4 / 11

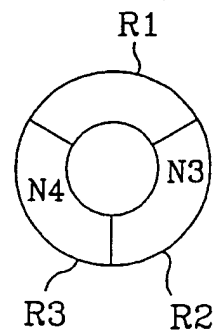
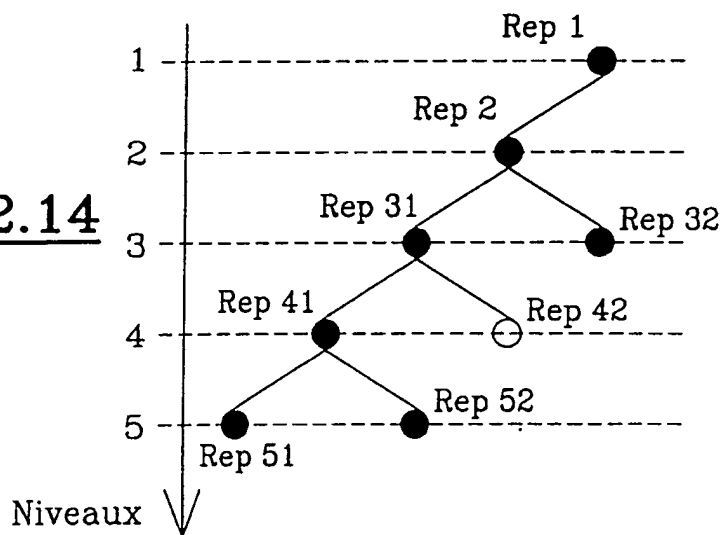
**FIG.2.10****FIG.2.11****FIG.2.12**

5/11

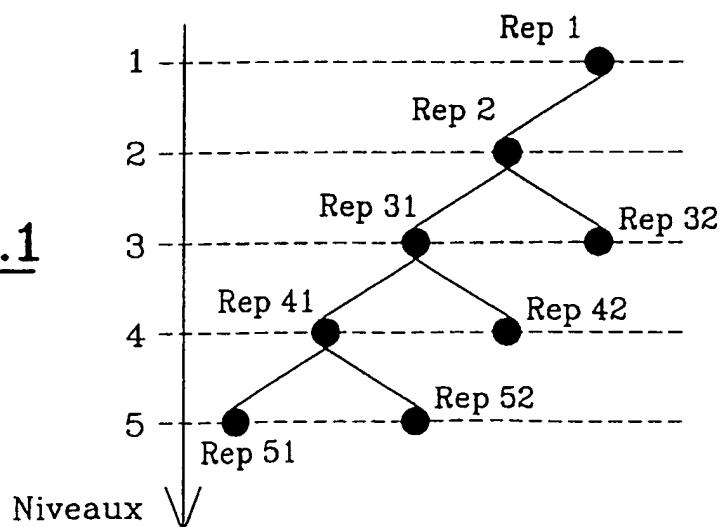
**FIG.2.13**



**FIG.2.14**

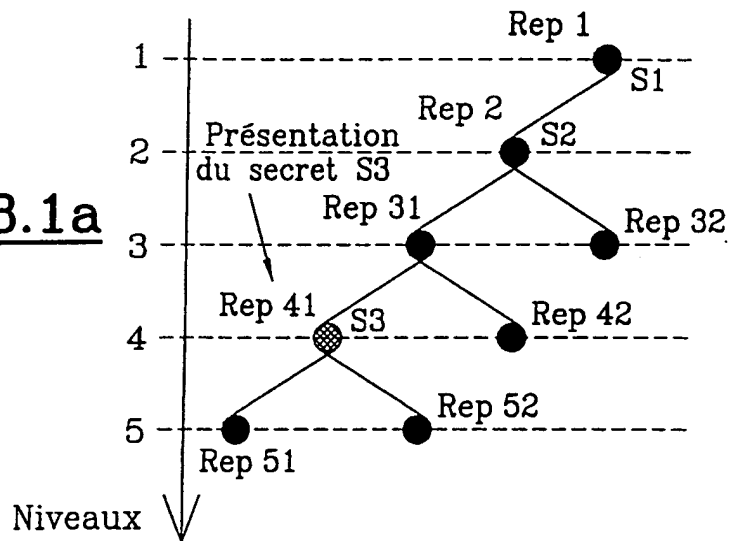


**FIG.1**

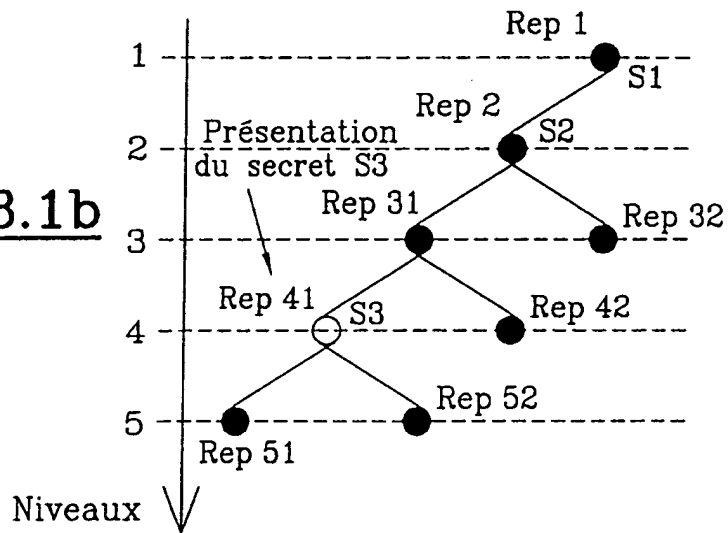


6 / 11

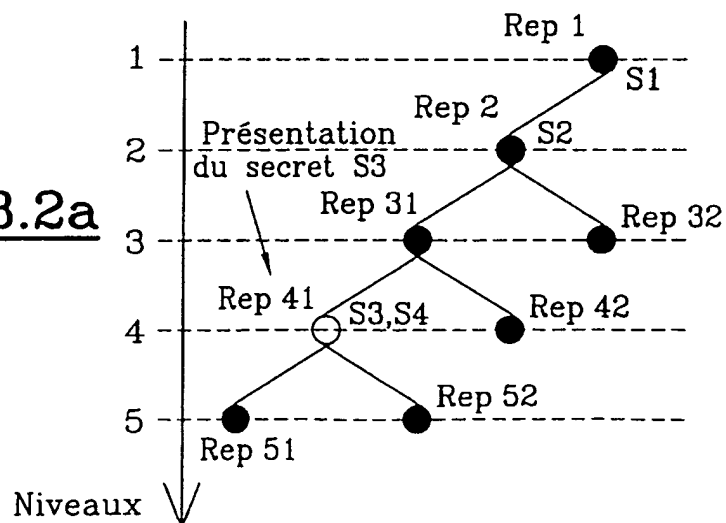
**FIG.3.1a**



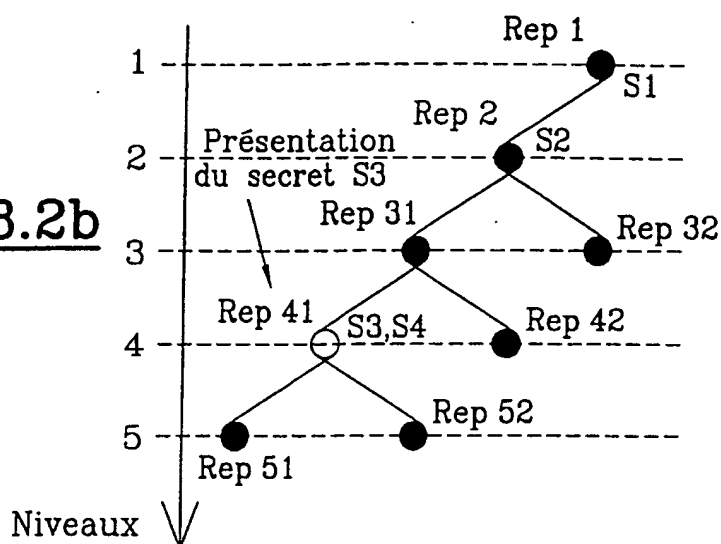
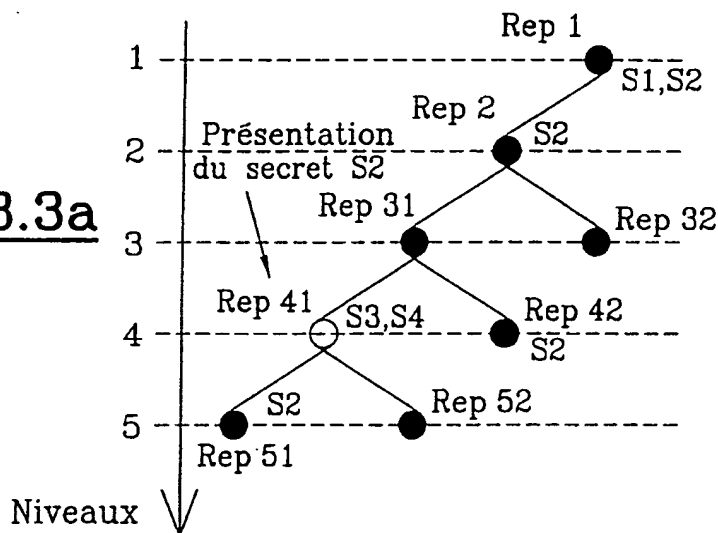
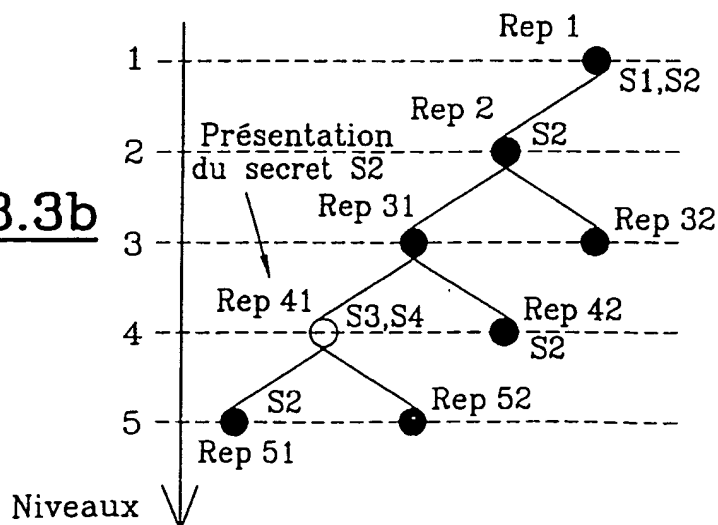
**FIG.3.1b**



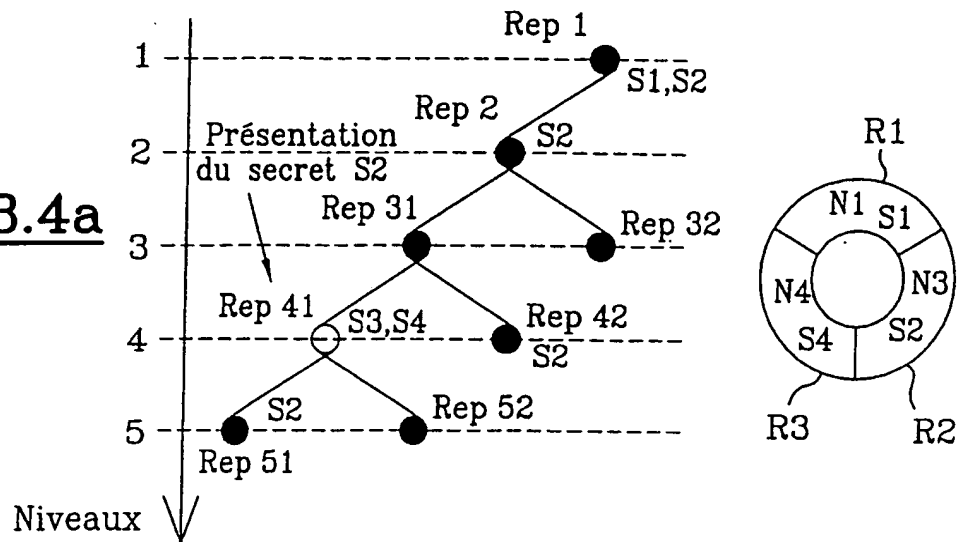
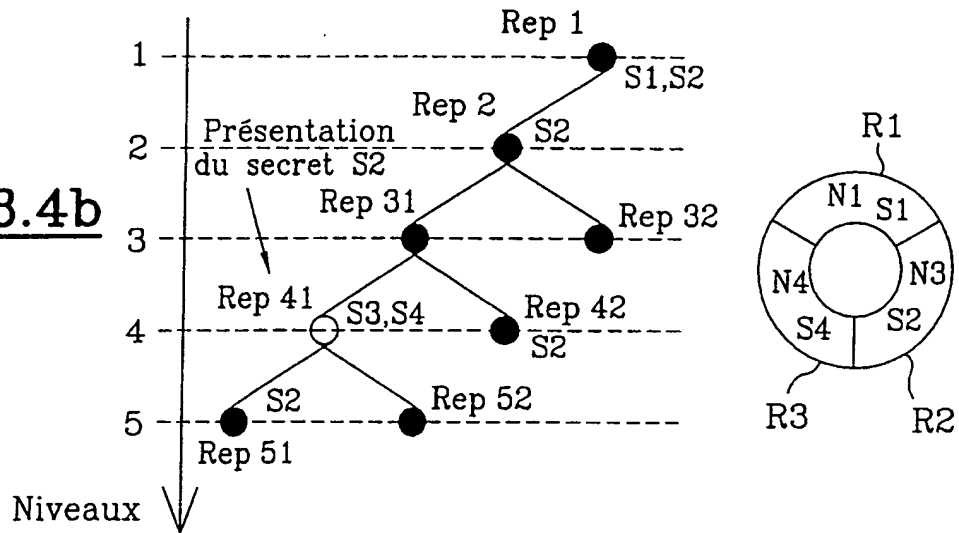
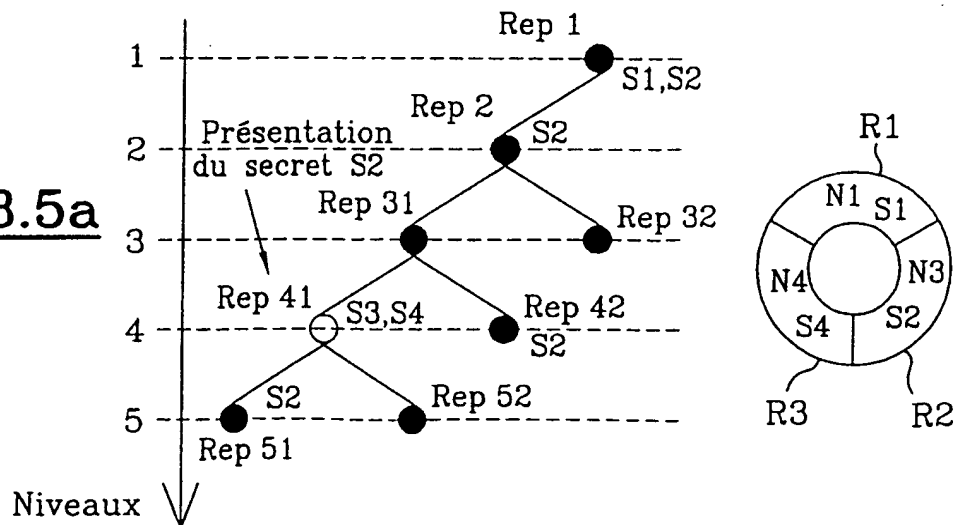
**FIG.3.2a**



7/11

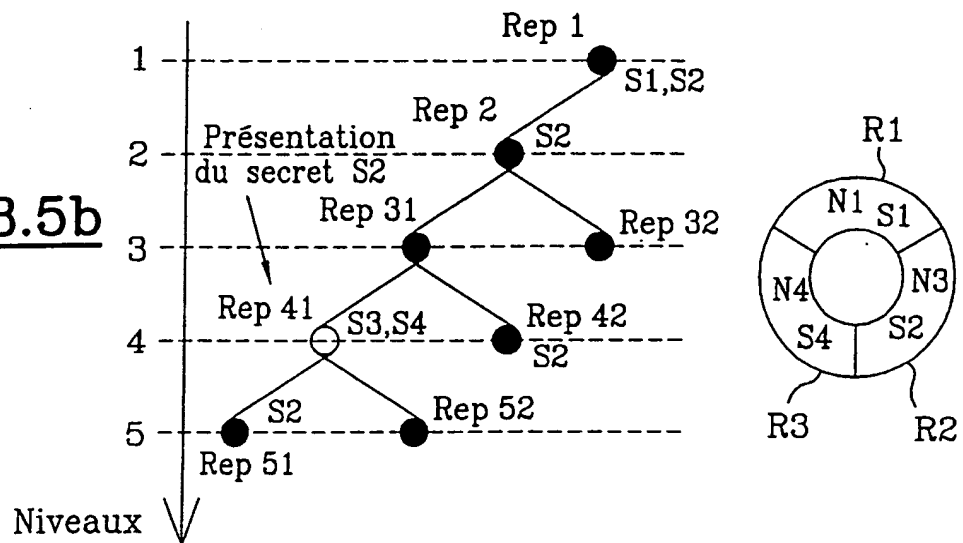
**FIG.3.2b****FIG.3.3a****FIG.3.3b**

8/11

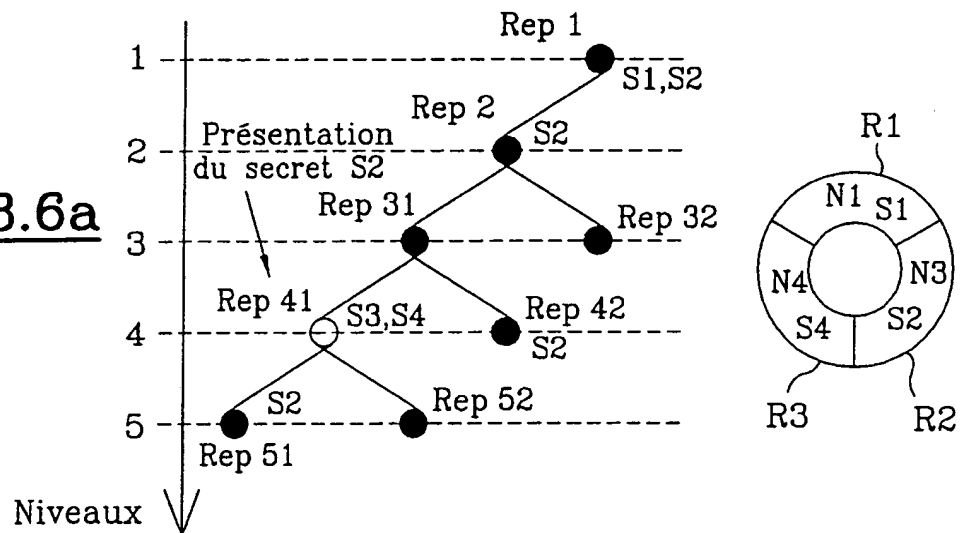
**FIG.3.4a****FIG.3.4b****FIG.3.5a**

9/11

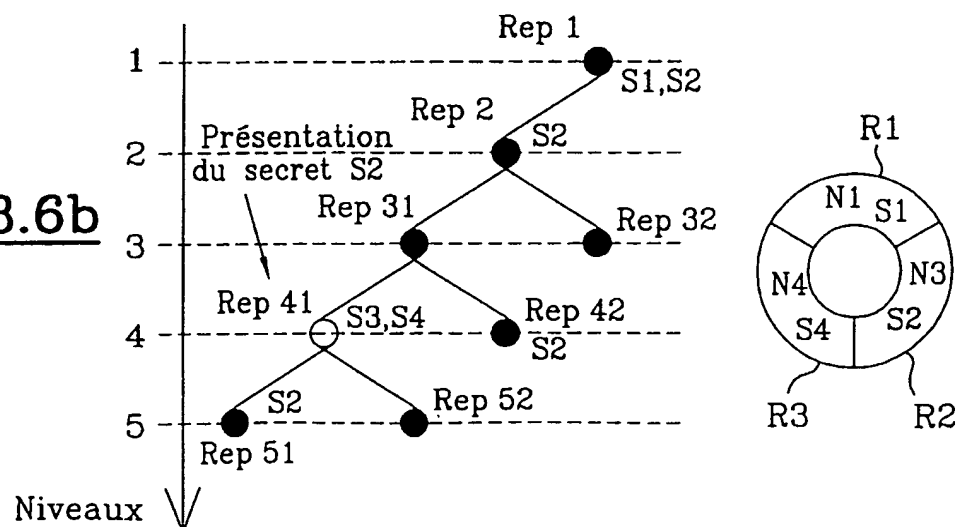
**FIG.3.5b**



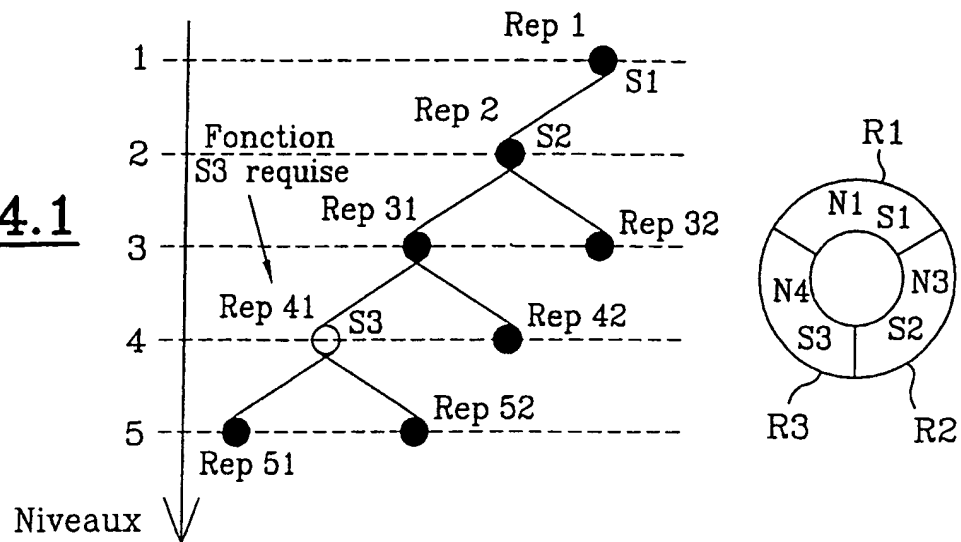
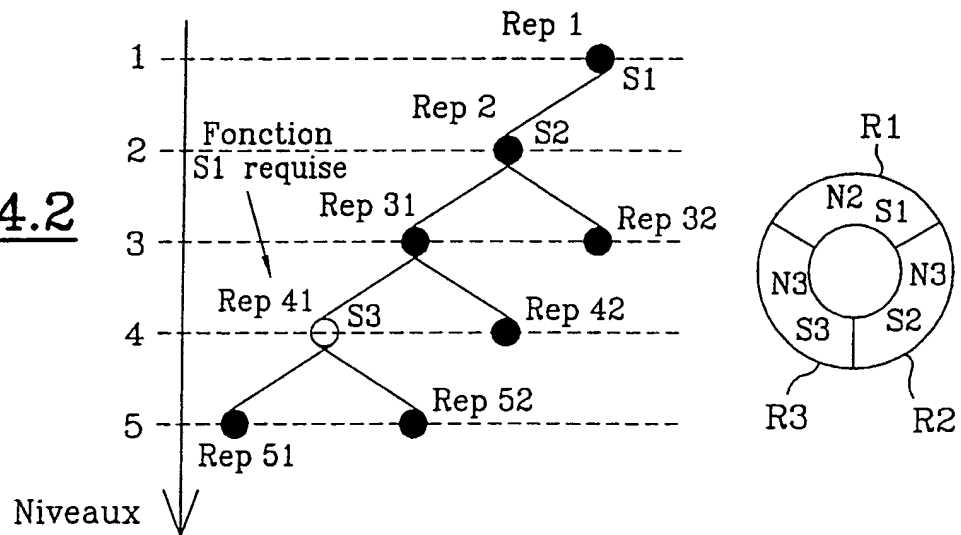
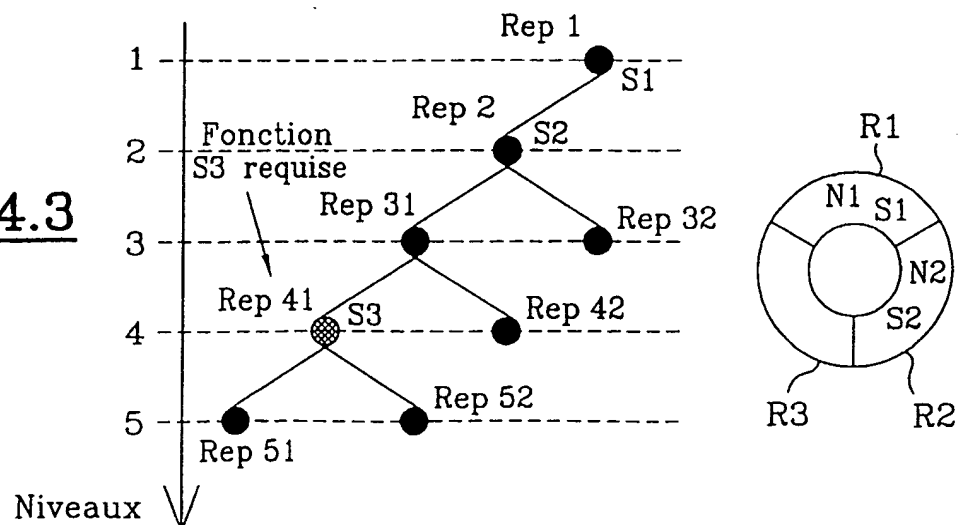
**FIG.3.6a**



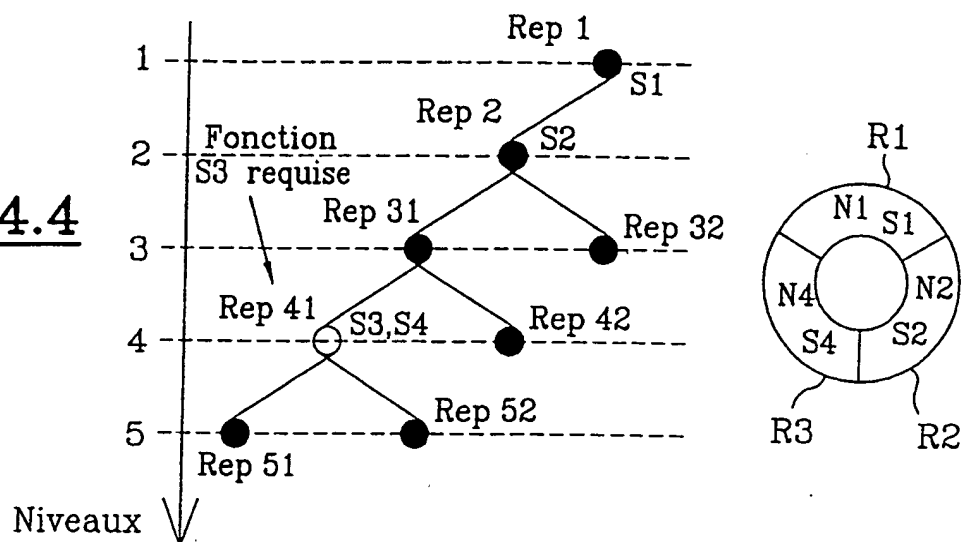
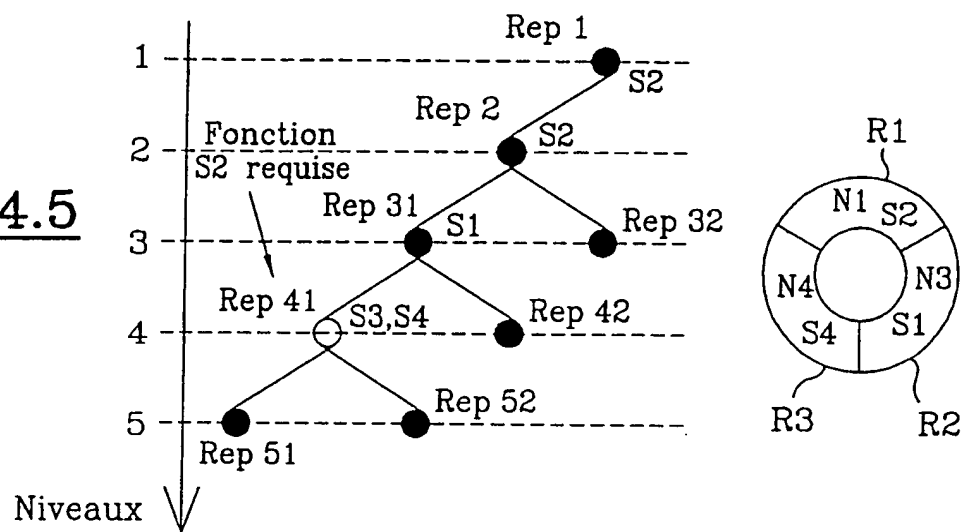
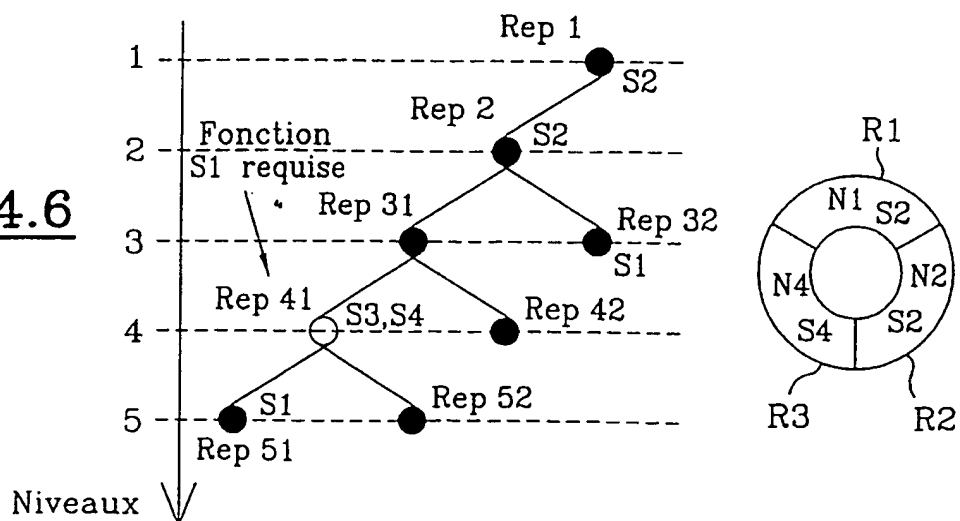
**FIG.3.6b**



10/11

**FIG.4.1****FIG.4.2****FIG.4.3**

11/11

**FIG.4.4****FIG.4.5****FIG.4.6**



# INTERNATIONAL SEARCH REPORT

International Application No

PCT/FR 99/00096

## A. CLASSIFICATION OF SUBJECT MATTER

IPC 6 G06F1/00 G06F12/14

According to International Patent Classification (IPC) or to both national classification and IPC

## B. FIELDS SEARCHED

Minimum documentation searched (classification system followed by classification symbols)

IPC 6 G06F

Documentation searched other than minimum documentation to the extent that such documents are included in the fields searched

Electronic data base consulted during the international search (name of data base and, where practical, search terms used)

## C. DOCUMENTS CONSIDERED TO BE RELEVANT

Category *	Citation of document, with indication, where appropriate, of the relevant passages	Relevant to claim No.
Y	EP 0 617 387 A (TOKYO SHIBAURA ELECTRIC CO) 28 September 1994 see the whole document	1,2
A	---	3-7
Y	EP 0 661 651 A (MICROSOFT CORP) 5 July 1995 see the whole document	1,2
A	---	3-7
A	US 5 469 556 A (CLIFTON DANIEL B) 21 November 1995 see abstract; figure 1 see claims 1-16	1-7
A	US 5 129 083 A (CUTLER DAVID N ET AL) 7 July 1992 ---	
	-/-	

☒ Further documents are listed in the continuation of box C.

☒ Patent family members are listed in annex.

\* Special categories of cited documents :

- "A" document defining the general state of the art which is not considered to be of particular relevance
- "E" earlier document but published on or after the international filing date
- "L" document which may throw doubts on priority claim(s) or which is cited to establish the publication date of another citation or other special reason (as specified)
- "O" document referring to an oral disclosure, use, exhibition or other means
- "P" document published prior to the international filing date but later than the priority date claimed

- "T" later document published after the international filing date or priority date and not in conflict with the application but cited to understand the principle or theory underlying the invention
- "X" document of particular relevance; the claimed invention cannot be considered novel or cannot be considered to involve an inventive step when the document is taken alone
- "Y" document of particular relevance; the claimed invention cannot be considered to involve an inventive step when the document is combined with one or more other such documents, such combination being obvious to a person skilled in the art.
- "&" document member of the same patent family

Date of the actual completion of the international search

21 April 1999

Date of mailing of the international search report

28/04/1999

Name and mailing address of the ISA

European Patent Office, P.B. 5818 Patentlaan 2  
NL - 2280 HV Rijswijk  
Tel. (+31-70) 340-2040, Tx. 31 651 epo nl,  
Fax: (+31-70) 340-3016

Authorized officer

Powell, D

# INTERNATIONAL SEARCH REPORT

International Application No

PCT/FR 99/00096

## C.(Continuation) DOCUMENTS CONSIDERED TO BE RELEVANT

Category *	Citation of document, with indication, where appropriate, of the relevant passages	Relevant to claim No.
A	<p>EP 0 477 039 A (TOKYO SHIBAURA ELECTRIC CO) 25 March 1992</p> <p>-----</p>	

# INTERNATIONAL SEARCH REPORT

Information on patent family members

Int. Application No

PCT/FR 99/00096

Patent document cited in search report	Publication date	Patent family member(s)	Publication date
EP 0617387 A	28-09-1994	JP 6274397 A US 5517014 A	30-09-1994 14-05-1996
EP 0661651 A	05-07-1995	US 5689700 A CA 2138623 A JP 7210442 A US 5649194 A US 5675787 A	18-11-1997 30-06-1995 11-08-1995 15-07-1997 07-10-1997
US 5469556 A	21-11-1995	NONE	
US 5129083 A	07-07-1992	NONE	
EP 0477039 A	25-03-1992	JP 4130950 A US 5239648 A	01-05-1992 24-08-1993

# RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE

Der .e Internationale No

PCT/FR 99/00096

**A. CLASSEMENT DE L'OBJET DE LA DEMANDE**  
CIB 6 G06F1/00 G06F12/14

Selon la classification internationale des brevets (CIB) ou à la fois selon la classification nationale et la CIB

**B. DOMAINES SUR LESQUELS LA RECHERCHE A PORTE**

Documentation minimale consultée (système de classification suivi des symboles de classement)

CIB 6 G06F

Documentation consultée autre que la documentation minimale dans la mesure où ces documents relèvent des domaines sur lesquels a porté la recherche

Base de données électronique consultée au cours de la recherche internationale (nom de la base de données, et si réalisable, termes de recherche utilisés)

## C. DOCUMENTS CONSIDERES COMME PERTINENTS

Catégorie *	Identification des documents cités, avec, le cas échéant, l'indication des passages pertinents	no. des revendications visées
Y	EP 0 617 387 A (TOKYO SHIBAURA ELECTRIC CO) 28 septembre 1994 voir le document en entier	1,2
A	---	3-7
Y	EP 0 661 651 A (MICROSOFT CORP) 5 juillet 1995 voir le document en entier	1,2
A	---	3-7
A	US 5 469 556 A (CLIFTON DANIEL B) 21 novembre 1995 voir abrégé; figure 1 voir revendications 1-16	1-7
A	US 5 129 083 A (CUTLER DAVID N ET AL) 7 juillet 1992 ---	
	---	
	-/---	

☒ Voir la suite du cadre C pour la fin de la liste des documents

☒ Les documents de familles de brevets sont indiqués en annexe

\* Catégories spéciales de documents cités:

"A" document définissant l'état général de la technique, non considéré comme particulièrement pertinent

"E" document antérieur, mais publié à la date de dépôt international ou après cette date

"L" document pouvant jeter un doute sur une revendication de priorité ou cité pour déterminer la date de publication d'une autre citation ou pour une raison spéciale (telle qu'indiquée)

"O" document se référant à une divulgation orale, à un usage, à une exposition ou tous autres moyens

"P" document publié avant la date de dépôt international, mais postérieurement à la date de priorité revendiquée

"T" document ultérieur publié après la date de dépôt international ou la date de priorité et n'appartenant pas à l'état de la technique pertinent, mais cité pour comprendre le principe ou la théorie constituant la base de l'invention

"X" document particulièrement pertinent; l'invention revendiquée ne peut être considérée comme nouvelle ou comme impliquant une activité inventive par rapport au document considéré isolément

"Y" document particulièrement pertinent; l'invention revendiquée ne peut être considérée comme impliquant une activité inventive lorsque le document est associé à un ou plusieurs autres documents de même nature, cette combinaison étant évidente pour une personne du métier

"&" document qui fait partie de la même famille de brevets

Date à laquelle la recherche internationale a été effectivement achevée

21 avril 1999

Date d'expédition du présent rapport de recherche internationale

28/04/1999

Nom et adresse postale de l'administration chargée de la recherche internationale  
Office Européen des Brevets, P.B. 5818 Patentlaan 2  
NL - 2280 HV Rijswijk  
Tel. (+31-70) 340-2040, Tx. 31 651 epo nl,  
Fax: (+31-70) 340-3016

Fonctionnaire autorisé

Powell, D

# RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE

Den e internationale No

PCT/FR 99/00096

## C.(suite) DOCUMENTS CONSIDERES COMME PERTINENTS

Catégorie	Identification des documents cités, avec, le cas échéant, l'indication des passages pertinents	no. des revendications visées
A	EP 0 477 039 A (TOKYO SHIBAURA ELECTRIC CO) 25 mars 1992 -----	

# RAPPORT DE RECHERCHE INTERNATIONALE

Renseignements relatifs aux membres de familles de brevets

Der. e Internationale No

PCT/FR 99/00096

Document brevet cité au rapport de recherche	Date de publication	Membre(s) de la famille de brevet(s)	Date de publication
EP 0617387 A	28-09-1994	JP 6274397 A US 5517014 A	30-09-1994 14-05-1996
EP 0661651 A	05-07-1995	US 5689700 A CA 2138623 A JP 7210442 A US 5649194 A US 5675787 A	18-11-1997 30-06-1995 11-08-1995 15-07-1997 07-10-1997
US 5469556 A	21-11-1995	AUCUN	
US 5129083 A	07-07-1992	AUCUN	
EP 0477039 A	25-03-1992	JP 4130950 A US 5239648 A	01-05-1992 24-08-1993

**This Page is Inserted by IFW Indexing and Scanning  
Operations and is not part of the Official Record**

**BEST AVAILABLE IMAGES**

Defective images within this document are accurate representations of the original documents submitted by the applicant.

Defects in the images include but are not limited to the items checked:

☒ **BLACK BORDERS**

☐ **IMAGE CUT OFF AT TOP, BOTTOM OR SIDES**

☐ **FADED TEXT OR DRAWING**

☐ **BLURRED OR ILLEGIBLE TEXT OR DRAWING**

☐ **SKEWED/SLANTED IMAGES**

☐ **COLOR OR BLACK AND WHITE PHOTOGRAPHS**

☐ **GRAY SCALE DOCUMENTS**

☒ **LINES OR MARKS ON ORIGINAL DOCUMENT**

☐ **REFERENCE(S) OR EXHIBIT(S) SUBMITTED ARE POOR QUALITY**

☐ **OTHER:** \_\_\_\_\_

**IMAGES ARE BEST AVAILABLE COPY.**

**As rescanning these documents will not correct the image problems checked, please do not report these problems to the IFW Image Problem Mailbox.**